En France : silence du ministère face à la grippe chinoise

Compte Test - 2013-05-06 18:39:00 - Vu sur pharmacie.ma

Selon l'agence de presse officielle Chine nouvelle, le bilan humain lié à la souche H7N9 est de 27 morts en Chine depuis la détection du premier cas en mars. La majorité d'entre eux se trouve aux environs de Shanghaï. Étant donné les facilités de mutation des virus grippaux, les experts craignent que H7N9 mute et devienne un jour transmissible entre êtres humains, ce qui aurait pour conséquence de déclencher une pandémie. Des cas d'infections au sein d'une même famille ont été signalés.

C'est dans ce contexte que le Syndicat des médecins libéraux (SML), deuxième syndicat de médecins en France, écrit à ses adhérents: «Même si de nombreuses inconnues persistent, les formes cliniques observées ce jour en Chine sont graves dans plus de 90 % des cas (...). Une hospitalisation en urgence après appel au Samu Centre 15 est recommandé devant toute personne ayant voyagé ou séjourné en Chine et qui, au cours des dix jours après son retour, présente des signes cliniques d'infection respiratoire aiguë.» Un médecin parisien qui a reçu cet e-mail s'étonne: «C'est fou de voir que c'est un syndicat qui nous informe d'une alerte sanitaire et pas les autorités compétentes!»

Interrogé par Le Figaro, le Dr Roger Rua, président du SML, explique avoir voulu faire une «campagne préventive» pour les médecins, en amont, avant que le ministère et le directeur général de la Santé (DGS) ne mènent eux une information destinée au grand public.

La crise du H1N1 a laissé des traces dans les relations entre médecins libéraux et autorités de santé, les premiers reprochant au ministère d'avoir découvert les détails de son plan grippal dans la presse. L'été 2009, la ministre de la Santé avait annoncé un plan de vaccination mais en excluant les médecins de ville au motif que le mode de conditionnement des vaccins rendait leur conservation difficile. «Nous avons des réfrigérateurs dans nos cabinets», avaient répondu en substance les praticiens. Le ministère avait finalement décidé de les inclure dans la vaccination, désengorgeant ainsi les gymnases bondés de patients.